



Quinzaine marocaine – du 29 août au 11 septembre 2020

Zoom du Service Economique

Croissance et équilibres extérieurs : bilan d'une décennie

En raison de la faible productivité de l'investissement public et du poids des aléas exogènes, la croissance marocaine a ralenti au cours de la dernière décennie. Le PIB marocain a cru en moyenne et par an de 3,4 % au cours de la décennie 2010, soit à un rythme inférieur à celui de la décennie précédente (4,7 %). Les raisons de cet essoufflement sont liées intrinsèquement au modèle de croissance, principalement fondé sur la demande intérieure et notamment l'investissement public. Représentant environ 18 % du PIB (l'un des plus élevés au monde), son impact sur la croissance s'est affaibli au cours de la décennie, son ICOR¹ étant de plus en plus élevé (plus de 7). Par ailleurs, la croissance marocaine demeure irrégulière du fait de sa sensibilité à deux aléas exogènes : la demande européenne d'une part, mais surtout la pluviométrie d'autre part (l'agriculture représentant 12 % du PIB). Ainsi, le taux de croissance s'est situé entre 1 et 3 % lors des années de sécheresse, et s'est élevé à environ 4,5 % quand les rendements céréaliers étaient bons. Enfin, les faiblesses du capital humain grèvent la productivité, qui a stagné sur la décennie. Pour ces raisons, le Maroc peinerait à sortir de « *la trappe des pays à revenu intermédiaire* ».

Malgré des déficits commercial et courant structurels, les équilibres extérieurs du Royaume se sont améliorés. Si structurellement, le Maroc enregistre un déficit commercial élevé, celui-ci était particulièrement important au début de la décennie 2010. Il atteignait ainsi près de 25 % du PIB en 2012, en raison du poids de la facture énergétique (le cours du Brent était alors particulièrement haut), de la sécheresse (le Maroc étant contraint d'importer du blé) ou du démarrage d'écosystèmes industriels gourmands en intrants (usine Renault de Tanger). Il s'est par la suite stabilisé autour de 18,5 % du PIB. Les recettes issues du tourisme et les envois de fonds de la diaspora, bien qu'en constante progression, ne permettent toujours pas de compenser le déficit commercial. Le déficit courant du Royaume fluctuait ainsi autour de 8 % du PIB au début de la décennie, avant de s'assainir autour de 4 % après 2015 (le solde courant était toutefois positif de 2001 à 2006). En conséquence, les réserves de change du Maroc ont progressivement décliné, ce qui a contraint le Royaume à sortir sur le marché obligataire international en 2012, 2013, 2014 et 2019 (prochaine levée prévue en septembre 2020). La crainte d'un choc externe l'a également poussé à souscrire à une Ligne de Précaution et Liquidité auprès du FMI en 2012, sur laquelle le pays a tiré au cœur de la crise du coronavirus (3 Md MAD). Pour cette même raison, le Maroc a entamé le processus de flexibilisation du dirham à partir de janvier 2018 qu'il a poursuivi en mars 2020. Le dirham varie désormais dans une bande de fluctuation de +/-5 % par rapport à un cours central fixé par la Banque Centrale, et est resté relativement stable depuis.

¹ Le ratio ICOR (*Incremental Capital – Output Ratio*, soit le niveau d'investissement/augmentation du PIB générée) permet d'évaluer l'impact de l'investissement sur la croissance du pays. Plus l'ICOR est élevé, plus le niveau d'investissement doit être haut pour générer un point de croissance.

Actualités économiques et financières

MACROECONOMIE, COMMERCE & FINANCE

- **Allègement du déficit commercial du Maroc de 18,2 % à fin juillet 2020.** En raison de la diminution des importations de 17,5 % et des exportations de 17,0 % au terme des sept premiers mois de l'année, le déficit commercial du Maroc s'est allégé de 18,2 % en variation annuelle, se chiffrant désormais à 100 Md MAD. Le taux de couverture, pour sa part, enregistre une légère amélioration de 0,4 pt à 58,3 %. En termes d'exportations, les trois secteurs les plus affectés sont le textile (-29,5 %), l'automobile (-28,7 %) et l'aéronautique (-21,2 %). Le repli des importations est principalement dû au recul de la facture énergétique (-31,6 %, principalement en raison de la baisse du cours du pétrole), à la réduction des importations de produits finis de consommation de 24,8 % (notamment les voitures) et à celle des biens d'équipements de 18,5 %.
- **Répercussions de la pandémie Covid-19 sur le revenu des ménages.** Selon une enquête du HCP sur la situation économique des ménages, au cours du confinement :
 - Les deux-tiers des actifs occupés ont dû arrêter temporairement leur activité : 68,2% parmi les citadins et 63,1% les ruraux ; 88% parmi les artisans et ouvriers qualifiés et 79% les manoeuvres non agricoles ;
 - Environ 2 actifs occupés sur 3 exerçant une activité rémunérée ont vu leurs revenus baisser, 35% stagner et 3% augmenter ;
 - La baisse des revenus a touché 70 % de ruraux contre 59 % de citadins, et 65% d'hommes contre 51% de femmes. Elle a touché, par profession, 86 % d'artisans et d'ouvriers qualifiés, 84 % de commerçants, 77 % d'exploitants agricoles et 26 % de cadres supérieurs et, selon le statut professionnel, 88 % d'indépendants ou employeurs et 51 % de salariés.
 - Selon le niveau de vie, la baisse des revenus a touché trois-quarts des actifs occupés appartenant à la classe des 20% les plus défavorisés, contre 44 % parmi ceux de la classe des 20% les plus aisés.
- **Egypte et Sénégal : nouvelles projections du secteur financier marocain en Afrique.** La filiale de Wafa Assurance en Egypte, Wafa Life Insurance Egypte, a obtenu l'agrément de l'autorité égyptienne de supervision du secteur des assurances. Elle pourra opérer sur les segments *Santé long-terme* et *Vie*. Crédit Agricole du Maroc (CAM), pour sa part, a récemment acquis 40 % d'Amifa au Sénégal (filiale sénégalaise du marocain Banque Centrale Populaire (BCP)). Cette prise de participation est réalisée dans le cadre d'une convention de partenariat entre les groupes marocains BCP et CAM pour le développement du milieu rural au Sénégal.
- **Suppression envisagée d'Etablissements et Entreprises Publics.** Conformément aux orientations royales du dernier discours du Trône, le ministère de l'Economie et des Finances envisage de supprimer 70 établissements et entreprises publics. La première liquidation a été actée en Conseil de Gouvernement jeudi 3 septembre et concerne l'Office de Commercialisation et d'Exportation (OCE), tombé en désuétude et régulièrement épinglé par la Cour des Comptes pour sa mauvaise gestion financière.

INDUSTRIES, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, TRANSPORT

- **Deux actions prioritaires pour l'industrie automobile selon le ministre de l'industrie M.H. Elalamy : accroître l'intégration locale profonde et décarboner.** L'accroissement de l'intégration locale *profonde* (automobile et ses métiers connexes, tels que le textile ou la plasturgie) vise à améliorer la compétitivité du Royaume. Pour sa part, la décarbonation est jugée inévitable en prévision de la future taxe carbone aux frontières de l'UE. L'ambition affichée par le ministre est de faire du Maroc le hub automobile le plus compétitif du monde.
- **Installation de 87 éoliennes dans le parc de Boujdour** (à 180km au sud de Laâyoune). Ces aérogénérateurs sont fournis par l'entreprise espagnole Siemens Gamesa et seront installés par un groupement constitué, outre Siemens Gamesa, de Nareva Holding (Maroc) et Enel Green Power (Italie). D'une puissance de 300 MW, la réalisation du parc de Boujdour s'inscrit dans le cadre du *Projet Eolien Intégré* lancé en 2016, qui vise à créer 5 parcs d'une puissance agrégée de 850 MW. Pour rappel, le Royaume cherche à atteindre 52 % de sa capacité électrique installée d'origine renouvelable.

SERVICES, TOURISME, SANTE & INNOVATION

- **Le Maroc pourrait désormais fabriquer 1 million de tests PCR par mois.** Le centre de recherche et de développement MASCLR a annoncé que sa startup Moldiag était désormais capable de produire plus d'un million de tests PCR par mois. Ces kits coûteraient 50 % de moins que ceux importés. Moldiag chercherait actuellement à obtenir le marquage CE (marché européen). Ayant obtenu la validation du CDC africain (Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, rattachés à l'Union Africaine), la *HealthTech* ambitionne également de couvrir les marchés d'Afrique subsaharienne.
- **Développement du premier lit de réanimation 100 % marocain.** Développé dans le cadre d'un PPP entre le ministère de l'Industrie et divers partenaires privés (dont le français Altran), ce lit de réanimation conforme aux standards internationaux coûterait à l'achat 30 % à 75 % de moins que ceux importés. Outre l'équipement des hôpitaux marocains, l'objectif du Royaume serait également de fournir l'Afrique subsaharienne.
- **Tourisme : réouverture des frontières du Maroc aux touristes.** Depuis le 6 septembre 2020, les ressortissants étrangers peuvent à nouveau se rendre au Maroc, sous réserve de présenter un test PCR et sérologique négatifs et de présenter à l'enregistrement une réservation d'hôtel. La Confédération Nationale du Tourisme (CNT) estime que cette décision permettra de sauver des milliers d'emploi. Pour rappel, à fin juin, les arrivées touristiques se sont repliées de 63 % et les nuitées enregistrées dans les établissements d'hébergement classés de 59 % en variations annuelles.

AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE, ENGRAIS PHOSPHATÉS

- **Augmentation des importations de céréales du Maroc de 49,8 % à fin juillet.** Cette hausse s'explique par la baisse historique de la production de céréales, le Royaume n'ayant produit que 32 M Qx de céréales sur la campagne agricole 2019-2020 (soit -57 % en comparaison avec une année moyenne sous Plan Maroc Vert). Ces faibles résultats ont contraint le gouvernement à suspendre les droits d'importation jusqu'à la fin de 2020. Le Maroc est le 3^e acheteur de blé européen, derrière l'Algérie et l'Arabie Saoudite.

AIDE AU DEVELOPPEMENT – BAILLEURS INTERNATIONAUX

- **La BEI débloque 100 M EUR pour le Maroc.** Le ministre de l'Economie et des Finances et la Vice-Présidente de la BEI ont annoncé le 31 août le versement de 100 M EUR au bénéfice de l'Etat, destinés à contribuer au financement du plan marocain de réponse à la pandémie. Cette aide s'inscrit dans le programme de soutien aux pays partenaires de l'UE, « *Team Europe* ». Il s'agit de premier versement sur un financement total de 200 M EUR.

TABLEAUX STATISTIQUES

Taux de change

	11/09/2020		04/09/2020		11/08/2020		11/09/2019	
	(jour)		(1 semaine)		(1 mois)		(1 an)	
	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD	1 EUR	1 USD
MAD	10,87	9,18	10,90	9,17	10,87	9,23	10,64	9,66

Bourse de Casablanca (évolution du MASI)

	10/09/2020	04/09/2020	10/08/2020	31/12/2019
	(jour)	(1 semaine)	(1 mois)	
Valeur	10 246,29	10 190,57	10 269,66	12 171,90

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
 Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.

Rédaction : Arthur François | Responsable de publication : Cécile Humbert-Bouvier